

# La Bulgarie, rapport d'Amnesty International

Les recherches d'Amnesty International ont porté sur l'existence et l'application d'une législation limitant l'exercice des droits de l'homme, les emprisonnements politiques, les violations des règles internationales sur les enquêtes avant procès, la procédure des tribunaux, le mauvais traitement des détenus, les mauvaises conditions dans les prisons, et la peine de mort.

En avril 1981, Amnesty International a écrit à Todor Jivkov, chef de l'État et Secrétaire Général du Parti Communiste Bulgare, demandant l'amnistie pour tous les prisonniers d'opinion, à l'occasion de la célébration du 1500<sup>ème</sup> anniversaire de l'État bulgare.

En dépit des garanties des libertés de paroles, de la presse, des réunions et des associations, prévues par la constitution, les personnes qui ont exercé ces libertés dans un sens non approuvé par les autorités, bien que sans violence, ont été arrêtées d'après le code criminel. Ljuben Sobadsciev de Roussé pour la libération duquel Amnesty International a œuvré depuis son jugement en 1978, a été arrêté d'après les articles 108, 109 et 113 du code criminel pour avoir distribué dans un supermarché des tracts dans lesquels il critiquait la politique officielle et se plaignait des pénuries alimentaires. Il a été condamné à 4 ans et demi de prison. L'article 108 fait de «l'agitation ou la propagande anti-étatique» un délit justiciable de 0 à 5 ans de prison; l'article 109 requiert 3 à 12 ans de prison pour «avoir formé ou être membre d'une organisation dont les activités sont dirigées contre l'État»; l'article 113 requiert les mêmes peines contre les gens qui ont commis ces délits envers un autre État de travailleurs.

L'émigration est sévèrement limitée par le gouvernement, et, comme dans les années précédentes, Amnesty International a recherché les cas d'inculpés pour avoir tenté de quitter le pays sans autorisation officielle. D'après l'article 279 du code criminel ils peuvent être condamnés jusqu'à 5 ans de prison et 3000 levas d'amende. En novembre 1980, Amnesty International a commencé à étudier le cas de Sotil Iliev, architecte âgé de 33 ans, de Plovdiv, qui a demandé l'asile politique à Vienne en mars 1980 après avoir quitté la Bulgarie sans autorisation officielle. Le 11 avril, il a disparu de Vienne; il a par la suite été jugé en Bulgarie et condamné à 18 mois de prison. Les autorités autrichiennes ont entamé une procédure légale contre «X» tenu responsable de sa disparition; il est apparu qu'il a été kidnappé à Vienne par des agents bulgares de la sécurité d'état. Il a été rapporté que Sotir Iliev est à la prison centrale de Sofia.

Amnesty International a appris que Dimitar Kolev, prisonnier d'opinion adapté par A.I., accusé d'avoir cherché à quitter la Bulgarie sans autorisation officielle, a été relâché en mai 1980 en très mauvais état de santé.

Amnesty International a continué d'étudier les cas des trois Pomaks (bulgares de religion musulmane) – Bajram Gaitov, Jumer Ilanski et Mr Bunzev – qui ont été condamnés jusqu'à 20 ans de prison en 1973 après avoir protesté contre la politique officielle d'assimilation forcée par laquelle les Pomaks étaient obligés de changer leurs noms musulmans en noms bulgares.

Amnesty International s'est intéressé aux témoignages continuels sur les mauvais traitements des détenus pendant les enquêtes préliminaires du Département d'enquête du Centre de Sécurité d'état de la rue Razvigor à Sofia. D'après la loi bulgare, une personne peut être gardée en prison jusqu'à dix jours avant d'être officiellement inculpé. Pendant l'enquête préliminaire qui peut durer six mois, l'accusé a le droit d'avoir un avocat uniquement sur autorisation du Procureur.

Plusieurs anciens prisonniers ont rapporté que des pressions leurs ont été faites pour leur extorquer des confessions. Ils ont dit qu'ils ont été menacés, soumis à des violences, battus avec des matraques, interrogés pendant de longues périodes et privés de sommeil; dans deux cas, ils ont été transportés à l'hôpital psychiatrique de Sofia «4ème kilomètre» et drogués de force.

Beaucoup de prisonniers politiques ont eu l'aide minimum d'un avocat qui était en général payé par l'état et il y a eu des plaintes relatives au fait que les dossiers ont été remis aux avocats quelques jours avant le procès, étant mis ainsi dans l'incapacité de préparer la défense adéquate. Les procès politiques ont fréquemment lieu à huis clos quoique le verdict soit prononcé en Cour ouverte.

Les conditions de vie dans la prison centrale de Sofia où se trouvent quelques prisonniers d'opinion sont rapportées comme surpeuplées, sans hygiène et bien en dessous des standards reconnus internationalement.

La majorité des prisonniers d'opinion adoptés purgent leur peine à la prison de haute sécurité de Stara Zagora. D'anciens prisonniers ont établi que la population de la prison de Stara Zagora a varié dans la dernière décennie entre 900 et 1400, et estimé le nombre des prisonniers politiques à à peu près 230. Il a aussi été dit que environ 15% de tous les prisonniers de Stara Zagora ont été condamnés pour avoir tenté de traverser la frontière sans autorisation, mais Amnesty International n'a pas pu le vérifier. Des rapports ont souvent signalé la surpopulation de la prison de Stara Zagora; les prisonniers politiques étaient détenus dans les secteurs 1 à 6 de la prison, dans des cellules mesurant environ 4m sur 2m logeant 4 personnes. Les prisonniers se sont plaints du bruit des hauts parleurs qui diffusent la radio, et ont supposé que ces hauts parleurs cachaient un équipement d'écoute. Bien que les conditions de Stara Zagora semblent en général meilleures que celles de la prison centrale de Sofia, les prisonniers se

plaignent de conditions de travail difficiles. La nourriture est décrite comme maigre et les prisonniers doivent la compléter avec celle du magasin de la prison ou de leurs familles. Les soins médicaux consistent en deux visites par semaine de deux heures par un médecin et un dentiste. C'est tout à fait insuffisant et à d'autres moments les prisonniers n'obtiennent qu'un soin médical de base minimum. Les prisonniers ont aussi rapporté avoir été punis pour des fautes mineures par l'isolement avec des rations de nourriture très réduites dans une cellule non chauffée sans toilettes ni eau. En permettant aux prisonniers de passer une nuit dans leur propre cellule avant de les envoyer à l'isolement, les autorités de la prison ont parfois prolongé cette punition bien au-delà du maximum de deux semaines.

Le code criminel retient la peine de mort pour 29 crimes. Amnesty International a appris deux exécutions pendant l'année. Un rapport de presse du 27/8/1980 annonçait que Anton Dimitrov Andreev, condamné à mort par la cour du District de Karddzhali pour le meurtre «particulièrement cruel» de sa femme enceinte âgée de 18 ans, avait été exécuté. Le 20/11/1980, l'exécution de Tsano Nikolov Petrov a été annoncée. Il a été condamné à mort par la cour du District de Vidine pour le meurtre «prémédité et particulièrement cruel» d'une jeune femme.

Amnesty International